

Réfugiés, l'Europe tire le rideau

Un million de réfugiés ont emprunté la route des Balkans au cours de l'année 2015. Tandis que l'Union européenne s'accorde avec la Turquie pour tenter d'endiguer les départs, les fermetures successives de frontières coupent ce corridor humanitaire informel dans lequel sont encore engagés des dizaines de milliers d'êtres humains fuyant la guerre ou la misère.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET SIMON RICO *

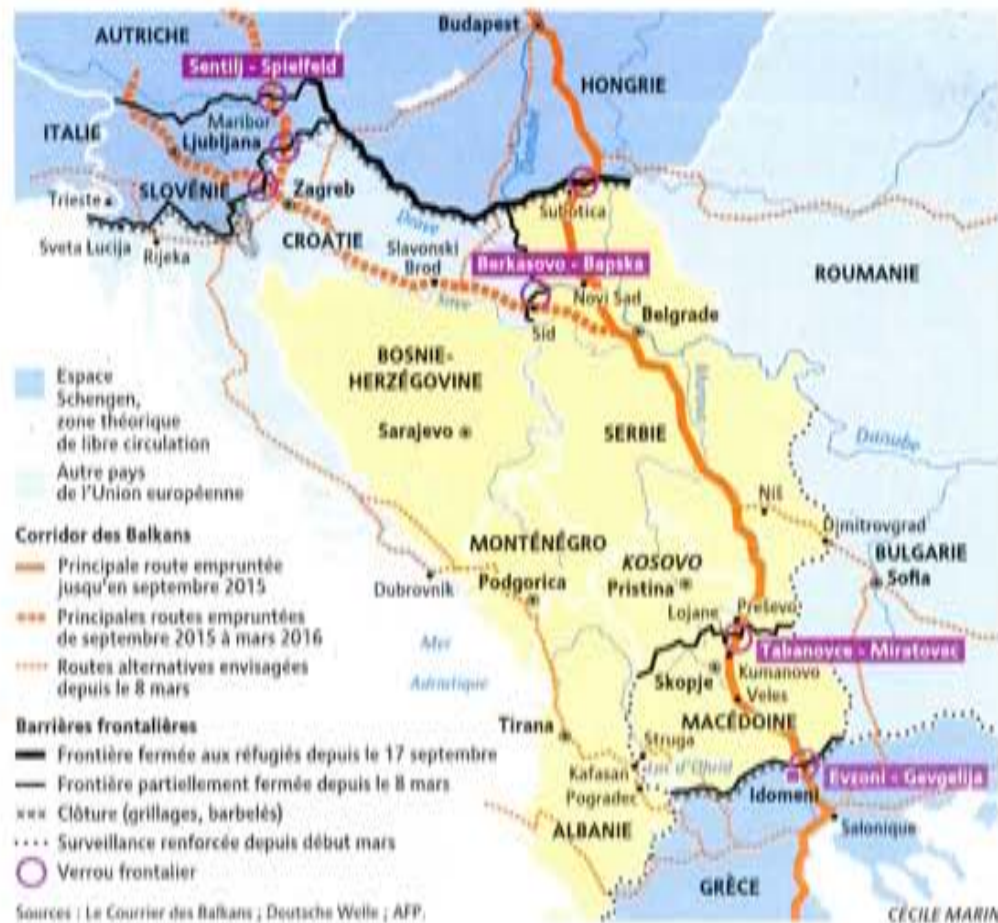
BOMENI, frontière gréco-macédonienne. Au bout d'une petite route de campagne, dans une plaine battue par les vents qui descendent des montagnes, se dresse le dernier camp grec, coincé entre des champs et une petite gare de fret. Il suffit de marcher quelques centaines de mètres le long de la voie ferrée pour accéder aux grilles qui marquent l'entrée en Macédoine. Les policiers entourent la porte qui donne accès au camp macédonien de Gevgelija, laissant passer les réfugiés par groupes de cinquante. Avec la fermeture progressive de la route des Balkans, la Macédoine a durci les conditions d'accès: en novembre 2015, seuls les citoyens afghans, irakiens et syriens étaient acceptés comme réfugiés, les ressortissants de tous les autres pays étant considérés comme des « migrants économiques ». Puis, en janvier, les Afghans n'ont plus été acceptés. Début mars, les Syriens originaires d'Alep pouvaient toujours passer, mais plus ceux venus de Damas.

Alors que les capacités du camp d'Idomeni ne sont que de 1 500 personnes, ils sont des milliers à s'entasser dans de petites tentes, survivant dans des conditions extrêmement précaires. Lorsque la Slovénie a annoncé à son tour la fermeture de sa frontière (voir la carte ci-dessus), le 8 mars à minuit, la même question revenait sur toutes les lèvres: comment poursuivre le voyage? Faut-il recourir aux réseaux de passeurs, maintenant que le corridor humanitaire est complètement coupé? Personne, en tout cas, n'envisage de revenir en arrière, vers la Turquie.

Evzoni, sur l'autoroute de Salonique à Skopje. A quelques kilomètres d'Idomeni, la dernière station-service avant le poste-frontière est redevenue le repaire des passeurs depuis novembre 2015. « J'arrive d'Athènes. J'ai donné 700 euros à un guide pour aller jusqu'à Belgrade », explique M. Brahim T., Algérien d'une trentaine d'années. Plusieurs centaines de personnes dorment chaque nuit de part et d'autre de l'autoroute; les plus riches à plusieurs dans une modeste chambre d'hôtel et les autres dans des bâtiments désaffectés. Tous sont connectés à Internet grâce à leurs téléphones. Ces communications sont vitales pour contacter les passeurs, étudier les itinéraires, parler avec la famille.

Ici, il n'y a que des hommes, ou presque. La plupart viennent du Maghreb ou d'Iran: ils n'ont aucune chance d'être acceptés comme réfugiés. La nuit, ils tentent par petits groupes de forcer les barbelés qui ceinturent la frontière entre la Grèce et la Macédoine. M. Larbi H., originaire du sud du Maroc, a essayé à plusieurs reprises: « Il y a des trous dans la barrière, mais il faut se méfier parce que les soldats macédoniens attendent un peu plus loin. Ils nous arrêtent, nous frappent et nous renvoient en Grèce. »

Veles, centre de la Macédoine. La maison de M^{me} Lenče Zdravkin surplombe la voie ferrée. Dès 2011, elle a vu passer des migrants qui marchaient le long des rails; l'accès aux trains leur était alors interdit. Cité industrielle en déshérence, Veles se trouve presque à mi-distance des frontières de la Grèce, au sud, et de la Serbie, au nord. « J'ai commencé à leur donner de l'eau, des biscuits, des



Du corridor à l'impasse

L'enlisement des conflits syrien et irakien a conduit les réfugiés à tenter de gagner l'Union européenne via la Grèce et la Serbie. Mais l'axe autoroutier et ferroviaire Salonique-Belgrade s'est transformé en impasse après les fermetures en cascade des frontières de l'espace Schengen.

vêtements... Je leur proposais de se reposer une heure à l'ombre, de se laver les pieds. Beaucoup avaient peur, ils se cachaient de la police, mais, très vite, mon adresse a circulé sur les réseaux sociaux. Cette mère de famille d'une cinquantaine d'années a été l'une des premières en Macédoine à se mobiliser en faveur des migrants et des réfugiés. « Certains ont pensé que j'étais folle de m'occuper ainsi des gens de passage. Puis les voisins, les habitants de la ville ont commencé à apporter de la nourriture, des couvertures. » Au printemps 2015, plusieurs dizaines de personnes faisaient halte chaque jour à Veles. M^{me} Zdravkin a poursuivi son engagement comme bénévole dans le camp de Gevgelija. Depuis que la route des Balkans se ferme, elle revoit passer des réfugiés à pied. « Si on leur interdit de passer légalement, ils n'ont pas d'autre choix que d'avancer en se cachant. J'avais cru que l'Europe apporterait des solutions humanitaires, permettrait aux gens de voyager dignement. Au contraire; on en est revenu aux pires moments de la clandestinité. » Depuis sa fenêtre du premier étage, elle guette à nouveau les ombres furtives qui avancent le long des rails.

Près de mille volontaires tchèques et slovaques

Lojane, sur les flancs du Kadarak, région albanaise de Macédoine. Au pied des sommets qui le séparent du Kosovo, ce village surplombe l'autoroute, la voie ferrée et le poste-frontière de Tabanovce, entre la Macédoine et la Serbie. Depuis bien longtemps, la police macédonienne n'entre plus dans ces bourgades, anciennes places fortes des guérillas albanaises, plaques tournantes de nombreux trafics. Lojane a longtemps été une étape obligée: les migrants attendaient la nuit pour tenter de passer clandestinement en Serbie, dormant dans des maisons en construction ou dans les fourrés proches de la frontière, la « jungle » locale. Avec l'organisation du corridor humanitaire, les flux se sont détournés durant plusieurs mois vers la vallée. Mais les « illégaux », les « migrants économiques » auxquels l'accès à ce corridor était refusé ont bien vite repris la route de la montagne. « Les violences ont augmenté à proportion des restrictions imposées par l'Union européenne », déplore M^{me} Francisca Baptista da Silva, porte-parole de Médecins sans frontières (MSF) en Serbie. En mai 2015, un réseau de preneurs d'otages dirigé par un ressortissant afghan surnommé « Ali Baba » avait été démantelé, permettant la libération de plusieurs dizaines de réfugiés. Depuis, les « affaires » ont repris.

Preševo, sud de la Serbie. L'émigration reste une soupape économique pour les cinquante mille habitants de cette ville majoritairement peuplée d'Albanais qui se niche dans le fond d'une vallée pauvre, coincée entre le Kosovo et la Macédoine. La police consigne l'identité des réfugiés et relève

leurs empreintes digitales dans une usine de tabac désormais fermée, comme la quasi-totalité des entreprises de la ville. La crise des réfugiés a favorisé l'arrivée massive d'argent frais. Transport en bus vers la Croatie, alimentation, téléphonie mobile: une économie parallèle entièrement tournée vers eux s'est mise en place pendant le pic des arrivées, entre juin et novembre. M. Shkëlzen K., qui tient une supérette juste en face du centre, affirme avoir triplé son chiffre d'affaires en 2015. Le quartier de la gare était alors devenu un camp à ciel ouvert. Des milliers de personnes dormaient sur les trottoirs en attendant d'être identifiées et d'obtenir le laissez-passer de soixante-douze heures délivré par les autorités serbes, indispensable pour poursuivre la route vers la Croatie. Le centre d'enregistrement est toujours ouvert, mais les arrivées se sont raréfiées.

Dimitrovgrad, frontière serbo-bulgare. Pour certains, l'arrivée en Serbie a le goût d'une première victoire, d'une libération. Chaque jour, cent à trois cents Afghans arrivent dans cette localité déshéritée. Depuis la Turquie, ils ont traversé à pied la Bulgarie, marchant la nuit, en se cachant. Le voyage dure deux semaines pour les plus robustes et les plus chanceux. Quasiement tous les récits se ressemblent. Ils évoquent les tabassages systématiques par la police bulgare, qui dépouille les réfugiés de leurs économies et de leurs précieux téléphones. A bout de forces, Javeed, adolescent de 15 ans, titube d'épuisement près du centre d'accueil où la police serbe délivre les laissez-passer. Deux grandes tentes permettent de s'abriter du froid, mais il n'y a jamais assez de place pour tout le monde. Des bénévoles venus de Suisse distribuent de la soupe et des couvertures. « Il n'y a que les Afghans qui peuvent faire ce voyage, lâche un ami de Javeed. Nous sommes habitués à marcher dans la montagne; les Syriens ne pourraient pas nous suivre. » Les Afghans qui traversent la Bulgarie sont aussi les plus pauvres des réfugiés, ceux qui ne peuvent pas payer des passeurs. La poursuite de leur voyage est devenue bien aléatoire depuis que les pays européens ne les acceptent plus.

Sid, frontière serbo-croate. Entre mi-septembre et fin octobre 2015, plus de 200 000 réfugiés sont passés de Serbie en Croatie en empruntant le petit poste de Berkasovo-Bapska, dans les collines qui surplombent les méandres du Danube. Durant cette période, près de mille volontaires tchèques et slovaques se sont succédé sur cette frontière, offrant nourriture et réconfort. « Nous sommes ici parce que nous avons honte de notre président, honte de notre gouvernement », expliquait M. Pavel H., chrétien évangélique d'une cinquantaine d'années qui campait à Berkasovo avec des militants anarchistes. Nous voulons montrer que tous les Tchêques ne sont pas pour la fermeture des frontières. » Par la suite, le passage s'est organisé depuis la gare de la ville voisine de Sid, où les policiers serbes et croates veillaient conjointement à l'embarquement des réfugiés en direction du centre d'accueil croate de Slavonski Brod. « Comment dit-on "si il vous plaît" »

en arabe? Tu le sais, toi, le Croate? », lance à son collègue un fonctionnaire serbe qui tente d'orienter une famille syrienne. L'arrivée des réfugiés a contribué à rétablir des relations « fonctionnelles » entre les ennemis d'hier.

Subotica, frontière serbo-hongroise. De 1945 à 1989, cette ville, la dernière de Serbie avant la Hongrie, jouxtait le rideau de fer qui coupait l'Europe en deux. En 2011, la ville est devenue un nœud essentiel de la route des Balkans. Les migrants se regroupaient aux abords d'une ancienne briqueterie désaffectée. Des réseaux de passeurs assuraient le transfert jusqu'en Hongrie. A l'hiver 2014-2015, pas moins de cent mille Kosovars ont profité de ces réseaux lors d'un exode aussi soudain qu'éphémère. Après le blocage total de la frontière par la Hongrie, le 14 septembre, plus personne ne passait par Subotica; mais, avec la mise en place de la distinction entre « réfugiés » et « migrants économiques », la jungle attire à nouveau les candidats à l'exil. M. Hakim T., originaire du Maroc, attend un virement de 1 200 euros pour payer le passage de la frontière. « Je dois me faire déposer en voiture, le guide me montrera une ouverture dans les barbelés et quelqu'un m'attendra de l'autre côté. Ce n'est pas si difficile. » Malgré les dangers bien réels – violences, racket et prison en cas d'arrestation –, les passages clandestins ont repris au fur et à mesure que les routes « légales » se fermaient.

Sveta Lucija, frontière croato-slovène. Une mémorable partie de volley-ball s'est déroulée à ce petit poste-frontière des confins de l'Istrie. Le 19 décembre 2015, pour protester contre la construction d'un mur de barbelés le long des frontières slovènes, les citoyens des deux pays s'étaient donné rendez-vous de part et d'autre du grillage. Les militants et les sportifs ne sont pas les seuls à s'opposer à cette barrière: les associations de chasseurs dénoncent également l'obstacle qu'elle représente pour le gibier. Ni l'éclatement de la Yougoslavie ni l'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne, en 2004, n'avaient conduit à l'érection d'un tel rideau de fer.

L'Albanie déploie des hommes à la frontière grecque

Sentilj, frontière austro-slovène. C'est ici qu'ont éclaté les premiers affrontements des guerres yougoslaves, en juin 1991, quand la défense territoriale slovène a repris aux unités de l'Armée populaire yougoslave le contrôle des frontières avec l'Autriche. Le poste de Sentilj-Spielefeld est le principal point de passage entre les deux pays, le véritable verrou de la route des Balkans. Durant tout l'automne 2015, il est resté fermé à la circulation automobile, tandis que chaque jour des milliers de réfugiés attendaient de pouvoir passer vers le nord. Le 19 février, l'Autriche a introduit des quotas, limitant l'accès quotidien à son territoire à 80 demandeurs d'asile et à 3 200 réfugiés à même de prouver que leur destination finale était un pays tiers. Ce même jour, Vienne réunissait les chefs de la police de Slovénie, de Croatie, de Serbie et de Macédoine pour mettre en place une procédure unique d'enregistrement des réfugiés en transit. Quelques jours plus tard, l'Autriche organisait un sommet régional des chefs de gouvernement – en omettant d'inviter la Grèce, qui dénonça aussitôt une initiative « unilatérale et inamicale ». Sans véritable réaction de l'Union européenne, l'Autriche et ses alliés du groupe de Visegrád (Hongrie, République tchèque, Slovaquie et Pologne) s'affranchissaient des règles de l'espace Schengen et achevaient la fermeture de la route des Balkans (1).

Kufasan, sur les bords du lac d'Ohrid, frontière albanico-macédonienne. Si les flux en provenance de Turquie ralentissent, les dizaines de milliers de personnes bloquées en Grèce recherchent de nouvelles routes. Deux semblent envisageables: l'une pourrait traverser la Roumanie et l'Ukraine, l'autre l'Albanie. Depuis ce dernier pays, les réfugiés pourraient passer au Monténégro, puis en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, ou bien tenter de rejoindre directement l'Italie en traversant l'Adriatique. Depuis des mois, les autorités de Tirana s'attendent à leur arrivée. Début mars, elles ont commencé à déployer des unités spéciales de la police aux confins du pays, à la frontière grecque, et aux abords de la frontière avec la Macédoine, entre Pogradec et Struga. Contrôler toutes les voies de passage dans les montagnes albanaises sera cependant difficile, et le pays pourrait bien vite se transformer en nouveau cul-de-sac.

(1) Lire Benoît Bréville, « Haro sur Schengen », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.